

## Discours de Konrad Adenauer devant le Bundestag sur la conférence des Neuf Puissances (Bonn, 5 octobre 1954)

**Légende:** Le 5 octobre 1954, le chancelier allemand Konrad Adenauer explique devant le Bundestag la portée des décisions adoptées à Londres par la conférence des Neuf Puissances.

**Source:** Bulletin de l'Office de Presse et d'Information du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. 08.10.1954, n° 9. Bonn: Office de Presse et d'Information du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. "Discours de Konrad Adenauer devant le Bundestag", p. 1-2.

**Copyright:** (c) Office de presse et d'information du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/discours\\_de\\_konrad\\_adenauer\\_devant\\_le\\_bundestag\\_sur\\_la\\_conference\\_des\\_neuf\\_puissances\\_bonn\\_5\\_octobre\\_1954-fr-1ae9183a-b3eb-4ef0-a46e-2b57b491d463.html](http://www.cvce.eu/obj/discours_de_konrad_adenauer_devant_le_bundestag_sur_la_conference_des_neuf_puissances_bonn_5_octobre_1954-fr-1ae9183a-b3eb-4ef0-a46e-2b57b491d463.html)

**Date de dernière mise à jour:** 03/07/2015

## Discours de Konrad Adenauer devant le Bundestag (Bonn, 5 octobre 1954)

*Le Chancelier commença par donner un aperçu historique des événements qui conduisirent à la convocation de la conférence de Londres. Le Dr. Adenauer souligna notamment:*

«L'unité du monde libre, unité qui constitue la garantie la plus efficace pour le maintien de la sécurité et de la liberté des nations occidentales, était sérieusement menacée au cours de ces semaines. Il fallait, dans les plus brefs délais, détourner le danger de voir surgir en Europe un vide, un espace indéfini, aussi bien sur le plan politique sur le plan militaire. Une analyse exacte de l'évolution suivie par la politique mondiale depuis la fin de la Conférence de Berlin ne permettait pas de reconnaître d'éléments ôtant de sa force à la nécessité d'union des Etats libres européens. Par ailleurs, il est indiscutable que les pays à direction communiste avaient pu obtenir toute une série d'avantages importants qui devaient renforcer leur espoir de gagner encore plus de terrain en Europe également. Une telle perspective pouvait avant tout être extrêmement dangereuse pour l'évolution de la situation en Allemagne. La réalisation de la politique de coopération avec le monde occidental, politique que le Gouvernement fédéral avait poursuivie dès le début de ses activités, ne pouvait pas être retardée plus longtemps si l'on ne voulait pas ébranler la confiance de l'Allemagne en la solidarité des nations libres. En Europe et ailleurs, on se rendit nettement compte du danger d'un effondrement intérieur de la communauté européenne et de l'effet fatal que cet effondrement aurait pour le monde libre.

Mais comment la situation se présentait-elle, notamment pour l'Allemagne, après l'échec de la CED? Beaucoup n'ont pas bien pris conscience des conséquences de cet échec.

Il n'était plus question du retour à l'Allemagne de sa souveraineté, ainsi qu'en décidaient les Accords de Bonn, accords dont la réalisation était directement liée à la CED. Il n'était plus question de l'engagement pris par les puissances occupantes de procéder à la réunification de l'Allemagne et de conclure pour l'Allemagne un traité de paix négocié en toute liberté. Il n'était plus question non plus de se mettre d'accord sur une politique commune tendant à la réalisation de ces buts. Il n'était plus question, enfin, de la protection de notre sécurité au moyen de l'obligation automatique d'assistance des membres de la CED et de la Grande-Bretagne, ainsi que de l'obligation d'assistance des autres membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, suivant les prescriptions dudit Traité. La mise sur pied d'une défense occidentale grâce à l'inclusion d'une participation allemande, participation qui était d'une importance vitale non seulement pour la défense de l'Occident mais surtout pour nous, avait échoué. On pouvait craindre que les Etats-Unis ne retirent leurs troupes stationnées en Europe.»

Le Chancelier énuméra ensuite les résultats obtenus à Londres grâce à une collaboration compréhensive de tous les délégués.

Dans une déclaration spéciale, outre celle visant à mettre fin au régime d'occupation, les Alliés ont traité la question de la réunification et de la position de l'Allemagne dans le cadre du monde occidental.

1. Les Alliés considèrent le Gouvernement de la République fédérale comme étant le seul Gouvernement allemand librement et légitimement constitué et habilité, de ce fait, à parler au nom de l'Allemagne en tant que représentant le peuple allemand dans les affaires internationales. (Applaudissements)

2. Dans leurs relations avec la République fédérale, ils agiront en conformité avec les principes définis à l'article 2 de la Charte des Nations Unies.

Ceci revient à dire que les Alliés appliqueront également à la République fédérale les principes essentiels de la coexistence des peuples tels qu'ils sont énoncés dans la Charte des Nations Unies. Une telle déclaration était nécessaire, la République fédérale n'étant pas encore membre des Nations Unies.

Le Chancelier arrive ensuite aux détails des négociations et aux conclusions générales.

Lorsque le Gouvernement fédéral commença ses travaux, il y a cinq ans, nous avions à faire face aux problèmes principaux suivants :

Bien qu'il ait été alors impossible de savoir si l'on arriverait à atteindre ces buts dans un avenir proche ou même lointain, une chose était certaine, c'est qu'il n'y avait qu'un seul moyen d'y arriver : la coopération de l'Allemagne avec les nations libres (Applaudissements). La politique de coopération pouvait donc déterminer de façon décisive l'attitude du Gouvernement fédéral car, après toutes les souffrances causées par deux guerres dans toutes les classes et dans toutes les couches du peuple allemand une certitude s'était profondément enracinée : seule l'union des nations européennes pouvait assurer à l'Allemagne et à l'Europe un avenir où il fût possible de vivre dans la liberté et dans la dignité (Applaudissements). Cette conviction est le gain le plus précieux que les Européens aient retiré des expériences d'un récent passé. Si elle disparaît ou s'affaiblit, les dangers que renferme un monde toujours plus troublé et incertain augmentent pour l'Allemagne et pour l'Europe. L'idée européenne a profondément et heureusement influencé notre vie nationale. Les Allemands ont rejeté le nationalisme réactionnaire (vifs applaudissements). Lors de nombreuses élections, ils ont ramené à rien les conceptions politiques extrémistes. Le peuple allemand a suivi le Gouvernement fédéral lorsque celui-ci s'est employé de toute son énergie à l'institution de la C.E.D., et le résultat des élections du 6 septembre 1953 en est la meilleure preuve.

Nous sommes heureux que le Traité de Bruxelles contienne des éléments favorisant une future évolution dans le sens supranational. Et, même si la forme varie en tel ou tel point, l'unité de l'Europe demeure notre objectif immuable. J'espère que nous arriverons, grâce à l'adhésion d'autres Etats, à donner de l'extension à l'Organisation du Traité de Bruxelles et que, comme il est dit dans l'Acte Final de la Conférence de Londres, nous pourrions en faire véritablement le noyau de l'intégration européenne. Le 26 juillet 1950, le Bundestag se déclarait en faveur de l'établissement d'un pacte d'alliance européen: « Persuadé que le morcellement actuel de l'Europe en Etats souverains séparés rapproche, de jour en jour, les peuples européens de la misère et de la perte de leur liberté, le Bundestag librement élu de la République fédérale d'Allemagne, se déclare en faveur d'un pacte d'alliance européen, tel que le prévoient le Préambule et l'Article 24 de la Loi Fondamentale de la République fédérale d'Allemagne. »

1. Rétablissement de l'indépendance et de la souveraineté nationale de la République fédérale;
2. Réunification de l'Allemagne;
3. Union de l'Europe libre et intégration de l'Allemagne dans la Communauté Européenne.

C'est cette conviction, exprimée dans la décision du Bundestag, qui a dirigé les actes du Gouvernement fédéral et qui continue à les diriger de la même façon aujourd'hui.

C'est ce climat spirituel et politique qui a permis à la République fédérale de suivre une politique convaincante de solidarité européenne et atlantique. Et c'est pour cette raison que la République fédérale a pu atteindre un degré de confiance vraiment extraordinaire en ces périodes de grande tension internationale.

Cette politique de solidarité a pris forme dans l'accord de Londres. Le Gouvernement fédéral voit dans cet accord bien plus qu'un instrument diplomatique et juridique permettant de régler les affaires internationales. Elle y voit un symbole de la participation de l'Allemagne à une Communauté, s'étendant au monde entier, de pays libres et puissants avec lesquelles nous nous sentons liés par un idéal et des intérêts communs (Applaudissements).

La coopération avec les autres Etats parties à l'Accord consolidera le monde libre et servira ainsi au maintien de la paix. Mais elle conduira également nos partenaires à accorder leur plein appui à la solution des problèmes spécifiquement allemands, en particulier à notre désir de réunification dans la paix et la liberté (Applaudissements). Dans cette communauté, nous pouvons, avec de plus grandes chances de succès, poursuivre nos efforts en vue de rétablir l'unité allemande. Notre activité dans le domaine de la politique extérieure n'est pas seulement menée pour la République fédérale d'Allemagne, mais aussi pour garantir à une Allemagne réunifiée un avenir pacifique et assuré. (Vifs applaudissements) Et ceci est aussi valable sans aucune restriction, pour les Accords conclus à Londres.

Mesdames, Messieurs, la crise internationale, ouvert le 30 août, a été, nous l'espérons, heureusement surmontée. Cette crise comportait aussi, pour la sécurité de la République fédérale et de Berlin, des dangers

qui auraient pu mettre en question toute notre existence. A la Conférence de Londres, on a maintenant jeté les bases d'une coopération du monde européen et du monde atlantique, et c'est sur ces bases que nous voulons élever l'édifice d'une collaboration toujours plus étroite. Mais pour cela, il est absolument nécessaire que tous les peuples intéressés se débarrassent de leurs préjugés nationalistes et se laissent guider par un véritable esprit de confiance mutuelle.

Si nous nous réjouissons des résultats de la Conférence de Londres, c'est bien certes parce qu'ils sont favorables à notre patrie. Mais notre joie n'est devenue complète que grâce à la certitude qu'à Londres l'unité du monde occidental a été reconstituée, unité sans laquelle il n'y a pas non plus pour nous ni paix, ni liberté, ni réunification. » (Applaudissements).